



CODESRIA



CODESRIA

13

ème

Assemblée générale
General Assembly
Assembleia Geral
الجمع العام الثالث عشر

L'Afrique et les défis du XXIème siècle
Africa and the Challenges of the Twenty First Century
A África e os desafios do Século XXI

إفريقيا وتحديات القرن الواحد والعشرين

**Institutions et performances agricoles: rôle de la bonne gouvernance
dans la transformation de l'agriculture africaine***

Mawussé Komlagan Nézan Okey
Université de Lomé

5 - 9 / 12 / 2011

Rabat Maroc / Morocco

Résumé

L'économie de la majorité des pays africains reste essentiellement dépendante directement et indirectement de l'agriculture. Cependant, malgré les dotations naturelles favorables, ce secteur de l'économie éprouve des difficultés qui affectent sa productivité et la compétitivité de ses produits sur le marché mondial. Avec ses faibles performances, le secteur agricole de la plupart des pays Africain n'arrive même pas à satisfaire les besoins de sa population. Il y a encore sur le continent les problèmes de famine, d'insécurité alimentaire, de « la vie chère » avec ses vagues de soulèvement sociaux : aujourd'hui, près de 33% de la population d'Afrique subsaharienne, soit environ 200 millions de personnes, est sous-alimentée, dont 60% dans des pays en conflit. Des niveaux de productivité agricole en Afrique, en termes de productivité des terres et du travail, sont encore loin derrière d'autres régions en développement. La moyenne de croissance annuel dans le secteur céréalière entre 1980 et 2000 a été faible en Afrique sub-saharienne (0,7%) comparée à l'Asie (2,3%), l'Amérique Latine (1,9%) et au Moyen Orient et Afrique du Nord (1,2%), (CEA 2007). En plus d'une faible compétitivité des produits africains sur le marché mondiale, la contribution de l'Afrique au PIB agricole mondiale est faible ; elle est de 5,79% entre 1999 et 2001 elle a monté à 5,95% entre 2003 et 2005. Elle enregistre une légère baisse entre 2007 et 2009 pour passé à 5,68% (FAO *Statistical Yearbook* 2010).

Plusieurs causes ont été évoquées pour expliquer les faibles performances agricoles et l'échec des mesures de politiques agricoles des pays: des causes traditionnelles sont d'ordre naturelles et historiques comme la traite des noires, la colonisation, les mauvaises politiques des périodes postcoloniaux, le changement climatique, Le syndrome hollandais, le régime du commerce international, l'effet inverse des dotations en ressource naturelles, mais ces dernières années, un accent particulier est mis sur le rôle des institutions et leur gouvernance dans le développement agricole, (Barrios et al. 2008). Les indicateurs institutionnels comme : le mode de gouvernance politique, la légitimité et l'autorité des pouvoirs publics, la corruption, la guerre et la violence endémique, le déficit démocratique ont été identifiées comme des principales contraintes expliquant le défaut de performance agricoles.

Selon la littérature économique, en influençant les coûts de transaction et les possibilités de coordination, les institutions peuvent avoir des effets qui vont faciliter ou retarder la croissance économique (Mylène et Kirsten 2001). De bonnes institutions caractérisées par la

bonne gouvernance, la démocratie, un faible niveau de corruption, des réformes favorables à la liberté politique et économique peuvent affecter positivement le développement agricole à travers (1) la réduction des coûts de transactions, (2) une bonne gestion du changement climatique et de la qualité des sols, (3) une bonne protection des droits de propriété et l'incitation à investir dans le secteur agricole, (4) la promotion de l'efficacité de la propriété privée des terres, (5) la réduction des violences des vols et de l'insécurité, (6) un accès facile aux crédits, (7) des politiques macro-économiques adéquates qui affectent la production agricole et l'investissement, (8) la fourniture effective des biens et services public, (9) l'investissement dans la Recherche et développement, et (10) le succès des réformes dans le secteur agricole, (Slangen et al. 2004 ; Lio et Liu 2008 ; Rizov 2008 ; Fan et al. 2004 ; Lançon et al. 2003 ; Masters 2005 ; Duncan et Pollard 2002 ; Fink 2002). Par contre, de mauvaises institutions caractérisées par la mauvaise gouvernance, l'autocratie et la dictature, un niveau élevé de corruption, des politiques non favorables au marché, des réformes agraires bâclées, peuvent nuire au développement agricole (IFPRI 2009). Le développement agricole peut être sérieusement entravé par des politiques non favorables au marché qui sont une caractéristique de la mauvaise gouvernance (Shleifer and Vishny 1998).

Selon Slangen et al. (2004), la corruption draine vers l'agriculture, les individus qui veulent éviter la corruption dans les autres secteurs de l'économie, par contre, pour Fink (2002), la corruption existe également dans ce secteur et affecte le développement agricole à travers ses effets sur la possession et l'utilisation des terres, le crédit disponible, la qualité de l'offre, l'allocation de l'eau, le standard et la certification des produits, le marketing et le développement de l'agrobusiness. Selon le rapport de *Transparency International*(2009), sur 180 pays, les pays africains sont en bas de tableau, parmi les plus corrompus. A titre d'exemple, les Etats-Unis, perçus comme peu corrompus, sont au 18^e rang, tandis que le Zimbabwe est 166^{ème}, le Nigeria 121^{ème}, le Kenya 147^{ème}, l'Ethiopie 126^{ème} ou encore le Cameroun, 141^{ème}. Ce rapport fait également état d'avancées notoires dans certains pays africains, notamment au Rwanda (102^{ème} rang). Ces caractéristiques peuvent expliquer en partie les faibles performances agricoles des pays.

Les principales questions auxquelles cette étude tente de répondre sont : quelle est la pertinence des indicateurs institutionnels dans les performances agricoles des pays africains ? Comment les facteurs institutionnels notamment la démocratie et la corruption, affectent le niveau de production et la productivité agricole des pays africains?

Dans cette étude nous analysons l'effet des indicateurs de démocratie, de corruption et d'origine légale sur les indicateurs de performance agricole (la valeur ajoutée de l'agriculture et la valeur ajoutée par tête) à l'aide de l'économétrie des données de panel en utilisant les moyennes quinquennales des données de 1980 à 2009 pour 43 pays africains. Nous estimons dans un premier temps un modèle de la production agricole et dans un second temps un modèle de la productivité agricole en intégrant parmi les variables explicatives, la démocratie approximée par l'indice de démocratie *polity2* du projet *polityIV*, la corruption captées par l'indice *freedom from corruption* de *Heritage foundation* et l'origine légale. Notre utilisation des moyennes quinquennales des données est adaptée pour cette étude car il est habituellement admis dans la littérature économique que les institutions varient très peu dans le temps. De cette manière nous réduisons également le nombre d'observations manquantes.

Les résultats de nos estimations économétriques montrent que les facteurs institutionnels tels que la démocratie, le niveau de corruption et l'origine légale sont déterminants pour la production et la productivité agricole des pays africains. Notre étude confirme pour les pays africains les hypothèses de Barrios et al. (2008) et de Lio et Liu (2008), selon lesquelles une bonne gouvernance, source de réduction des coûts, accroît la production et la productivité agricole. Les résultats indiquent en effet que les pays les plus démocratiques et les moins corrompus réalisent des niveaux plus élevés de production et de productivité agricole. Lorsque l'indice de démocratie *polity2* augmente d'une unité la production agricole augmente de 0,99%, de même lorsqu'on passe d'un niveau plus élevé de corruption à un niveau plus faible de corruption, la productivité agricole augmente entre 7% et 9%. Par ailleurs lorsqu'on passe d'un pays à origine légale Britannique (*common law*) à un pays à origine légale française (*civil law*), la production et la productivité agricole augmentent d'environ 0,38%. Cette étude révèle également la possibilité d'une relation non-linéaire entre les indicateurs de démocratie et de corruption et la productivité agricole montrant qu'il existe un niveau seuil de démocratie et de corruption au delà duquel les effets s'inversent. Pour faire face donc aux nombreux défis de l'agriculture et à l'insécurité alimentaires en Afrique, des réformes institutionnelles, surtout celle qui visent plus de démocratie et moins de corruption, doivent être entrepris. L'adaptation des règles de loi nationales régissant l'activité agricole au nouveau contexte économique est également nécessaire pour les pays africains.